



Les Instituts d'Etudes Populaires

La connaissance libre. La connaissance est un droit. Il est urgent de s'en emparer, à tout âge, à tout moment. Elle est à mettre entre toutes les mains.

Toutes et tous, nous connaissons mille choses : des choses différentes, issues de nos formations différentes, scolaires ou non, et de nos existences. Nous voulons mettre en commun ces connaissances pour élargir notre compréhension du monde : c'est l'objectif et l'objet des IEPop.

Les IEPop proposeront des rencontres sans hiérarchie, des rencontres d'ordinaire très rares, entre salariés, chômeurs, retraités, syndicalistes, historiens, sociologues, économistes, jurists... Où chacune et chacun partagera ce qu'il sait.

Les résultats et les outils forgés par les sciences sociales peuvent aider à lutter contre les violences et les dominations de toutes espèces. Mais à l'heure actuelle, alors qu'il en est tant besoin, ils ne sont ni diffusés ni partagés. Réduits, au mieux, à n'être que des « savoirs scolaires » (par ailleurs, de plus en plus remis en cause), leur force de subversion apparaît mal. **Les IEPop ne fonctionneront pas « comme à l'école » ou « comme à l'université ». Dans les IEPop, ne seront pas professées des leçons, sur le ton de l'évidence. Tout à l'inverse.** Les sciences sociales ne peuvent servir, les savoirs critiques qu'elles fabriquent ne peuvent être utilisés que si nous toutes et tous, quelle que soit notre formation (sans BEPC ou avec Bac+12), discutons ensemble des manières de produire des connaissances.

Notre conviction est simple, mais ambitieuse. **Nous croyons qu'échanger nos savoirs permettra d'en savoir davantage. Ce qui constitue un défi lancé aux structures sociales qui nous enferment dans nos positions, nous séparent, nous isolent, rendent les un-e-s légitimes et les autres illégitimes.**

A celles et ceux qui ont eu un parcours scolaire écourté et considèrent qu'apprendre n'est pas pour eux, les IEPop montreront le contraire. Trop souvent, des jeunes diplômés restent désarmés face aux concurrences dans le monde du travail, et en viennent à penser qu'étudier ne sert à rien : les IEPop revaloriseront ce qu'ils savent et donneront l'appétit d'en savoir plus.

Trop longtemps, les chercheurs et les universitaires se sont peu souciés de diffuser leurs résultats – ou alors, pleins de bonnes intentions, mais déversant des « paroles d'autorité », ils ne sont pas audibles par ceux que l'école a maltraités : les IEPop leur offriront de présenter leurs travaux, de faire voir à quoi ils servent, et d'en débattre sans filtre ni sélection d'aucune sorte.

- Les IEPop autoriseront l'expression des paroles « ordinaires », jugées illégitimes à l'école et dans les universités.
- Les IEPop montreront qu'échanger davantage sur ce que nous savons aide à mieux résister aux relations de domination, que ce soit dans les entreprises, dans les industries culturelles, en politique, à l'école, dans l'existence quotidienne.
- Les IEPop seront des lieux de lutte contre toutes les résignations : résignation face aux inégalités de connaissance et de reconnaissance, résignation à « rester à sa place », parfois en « se faisant tout petit » et en « s'écrasant », résignation au fait d'être exclu des « mondes » qui parlent et qui décident.
- Les IEPop feront partager le plus largement possible une science qui dérange parce qu'elle dévoile l'arbitraire des hiérarchies, les mécanismes de leurs reproductions et leurs justifications.
- Les IEPop montreront que la connaissance ne se réduit pas aux « prêt-à-penser » célébrés par les institutions scolaires dominantes qui ont la puissance (matérielle et symbolique) de les consacrer et de les établir comme seul savoir légitime.

En actes, les IEPop contesteront ainsi aux instances autorisées le monopole du savoir.

Alors, qu'allons-nous faire ?

D'abord, on l'a compris, jeter aux orties l'idée que certains savent et d'autres pas. Personne n'a le monopole de la connaissance, de la distance critique, de la lucidité, de la compréhension des phénomènes sociaux. Les savoirs, même s'ils sont produits différemment, sont partout. Chacune, chacun, en sait beaucoup sur les rapports de force, les difficultés, les souffrances, les solidarités, les bonheurs, les colères, les galères qui font le monde social. Chacun peut apprendre aux chercheurs autant qu'il ou elle apprend d'eux. Chacune, chacun, peut s'armer de savoirs trop souvent réservés aux « spécialistes » en dialoguant avec des historiens, des sociologues, des économistes, des juristes. Les salariés savent d'expérience ce que les chercheurs connaissent par leurs enquêtes, et les deux ne peuvent que s'enrichir mutuellement en échangeant récits, notions, instruments de pensée et d'action. **Les formations, gratuites, ouvertes à tous, proposées par les Instituts d'Études Populaires, privilégieront ces dialogues entre porteurs de savoirs différents.**

A la différence d'autres structures – et c'est clairement l'une de leurs raisons d'être – les IEPop ne reproduiront pas les traditionnels rapports d'autorité entre enseignants et enseignés, ces « relations d'éducation » qui découragent parfois d'apprendre. S'y développeront sans entraves des discussions par lesquelles – entre salariés, chômeurs, retraités, syndicalistes, historiens, sociologues, économistes, juristes, etc. – les apprentissages seront

récioproques. Pas de cours magistraux : uniquement des séminaires. Pas d'effets oratoires : seulement des paroles accessibles. Pas de vocabulaire abstrait ou technique : des mots utiles à la meilleure compréhension de ses propres expériences et de celles des autres.

Ce partage des connaissances autorisera d'en savoir davantage sur nous-mêmes, sur les appartenances sociales, les situations, les relations, les histoires qui nous ont fabriqués, jusqu'à nous rendre malheureux ou heureux, isolés ou solidaires, résignés ou révoltés, et jusqu'à interdire ou permettre certaines destinées. Si chacun réussit à mieux se comprendre et à mieux comprendre le monde, si chacun parvient à se réapproprier une part de son histoire et perçoit à quel point elle s'entremêle à l'histoire des autres, alors apprendre ne sera pas de l'ennui, mais une joie ; la connaissance – celle qui est reconnue légitime – ne sera plus un instrument de pouvoir réservé aux élites, elle deviendra une arme critique à disposition de tous.

Statut, lieux et partenariats

Ces Instituts, régis par la loi 1901, doivent trouver leur place dans un milieu déjà structuré d'offres de formation en concurrence les unes avec les autres, redondantes parfois, mais dont on sait qu'elles s'adressent, en priorité, aux plus formés. Ce qui n'est pas le cas des IEPop.

Les organisations syndicales sont parvenues, de haute lutte, à créer leur propre formation interne, à investir des cursus de formation permanente, comme ceux du CNAM, et à mettre en place les ISST. C'est en jouant la carte de la complémentarité que les Instituts d'Études Populaires prendront leur place dans ce paysage institutionnel. C'est en inscrivant la pluralité syndicale dans les statuts et dans la représentation dans les instances des Instituts que nous nous donnerons les moyens de débattre des questions les moins consensuelles. C'est en affirmant notre singularité, fondée sur l'examen critique des savoirs et les usages élitistes, marchands et médiatiques qui en sont faits, fondée aussi sur l'articulation entre monde du travail et hors travail, que se définira notre particularité.

Outre les organismes précités, nous devons prendre attache avec les services du Ministère du travail et du Ministère de la recherche, avec les centres de recherche spécialisés dans l'histoire des mondes du travail, et avec l'ensemble des syndicats.

Ces contacts devraient notamment conduire à **un accord pour que les Instituts trouvent leur lieu « naturel » dans le cadre des Bourses du Travail**, espaces symboliques auxquels serait restituée l'une de leurs fonctions premières, l'éducation populaire non hiérarchisée.

Les Instituts seront pilotés **par un conseil scientifique et un conseil d'administration, comprenant des représentants des stagiaires, des responsables syndicaux, des chercheur-e-s**, cooptés dans un premier temps, puis élus dès la deuxième année d'existence.